

CHANGEMENTS RÉCENTS AU RÉGIME

Changements au calcul de la valeur de rachat

La valeur de rachat est la valeur forfaitaire actuelle d'une rente acquise calculée à un moment donné en utilisant des hypothèses futures conformément aux lois applicables sur les retraites, lesquelles exigent que les valeurs de rachat soient calculées selon les normes prescrites par l'Institut canadien des actuaires (« ICA »).

Les normes de l'ICA pour le calcul des valeurs de rachat ont changé le 1er décembre 2020 pour les régimes de retraite comme le RRMS. Le RRMS a procédé à l'adoption rapide de ces normes à compter du 1er septembre 2020. Selon ces changements, les valeurs de rachat doivent être calculées sur la base de la pérennité, lorsque les lois sur les retraites applicables le permettent. Cela signifie que les valeurs de rachat seront calculées en utilisant des hypothèses basées sur la pérennité, qui sont les mêmes utilisées pour déterminer les exigences de financement du Régime. Ces changements permettent aussi que la valeur de rachat reflète le niveau de capitalisation basé sur la pérennité d'un régime de retraite, lequel peut être plafonné à 100 %, lorsque la législation sur les retraites applicable le permet.

Toutes les provinces, sauf l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick, permettent au RRMS d'utiliser la base de la pérennité pour calculer la valeur de rachat. À partir du 1er mars 2021, la valeur de rachat calculée dans le cadre du RRMS sur la base de la pérennité reflétera aussi le statut capitalisé sur la base de la pérennité du RRMS au moment pertinent, sous réserve d'un maximum de 100 %. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick continuent d'exiger que le RRMS calcule la valeur de rachat à l'aide d'hypothèses de solvabilité, autrement dit si le RRMS devait être liquidé à la date du calcul.

Fin de la participation d'un employeur

Auparavant, si un employeur arrêta de participer au Régime, les prestations de retraite des employés ou anciens employés de cet employeur étaient ajustées conformément aux règles du Régime régissant la fin de la participation des employeurs.

CHANGEMENTS RÉCENTS AU RÉGIME (suite)

Ces règles concernant la fin de la participation des employeurs ne s'appliqueront pas aux employeurs qui ont mis fin à leur participation après le 1er janvier 2018, car le Régime a été récemment amendé rétroactivement au 1er janvier 2018. Toute prestation de retraite transférée hors du RRMS lorsqu'un participant quitte le Régime sera calculée de la manière habituelle et conformément aux règles de calcul des valeurs de rachat.

Taux de cotisation uniformes

Le Régime a été modifié en date du 1er janvier 2021 afin d'exiger que le taux de cotisation des employeurs et celui des employés couverts par une convention collective soient les mêmes pour tous les employés couverts par cette convention collective.

Désignation électronique des bénéficiaires

Le Régime a été modifié en date du 23 mars 2021 pour permettre aux participants de désigner un bénéficiaire ou de changer ou révoquer la désignation d'un bénéficiaire d'une manière électronique dans les provinces ou territoires où la loi applicable le permet. Ces désignations, changements et révocations peuvent être effectués sous forme électronique de la manière jugée acceptable par les fiduciaires et conformément à la loi applicable.